

## **Séance ordinaire du lundi 11 décembre 2023**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le onze décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Protection de la population et tranquillité publique**

#### **Présents :**

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE.

#### **Absents / Excusés :**

Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Fatma NAKIB, Catherine RIBOT, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO

## **Stationnement Payant sur Voirie - Principe d'exploitation par Délégation de Service Public - Choix du mode de gestion - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Avec la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et Affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, le stationnement payant est devenu depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, une redevance d'occupation du domaine public, dont le barème tarifaire est défini par le Conseil municipal. L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée de son stationnement ; soit du paiement d'un tarif forfaitaire, sous la forme d'un Forfait Post Stationnement (FPS) applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Les FPS sont réglés par les usagers à l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) qui reverse ces montants à la Ville de Montpellier. Ces recettes sont ensuite destinées à Montpellier Méditerranée Métropole et affectées à la réalisation d'opérations visant à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement ainsi que la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par délibération du 3 novembre 2017, la Ville a confié l'exploitation du service public relatif au stationnement payant sur voirie, à la société TaM par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de sept ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Par acte du 26 décembre 2017, la société filiale TaM Voirie, dédiée à l'exploitation du service public de gestion et d'exploitation du stationnement payant sur voirie, est substituée à la société mère TaM. Par délibération du 21 septembre 2021, le Conseil municipal a autorisé la substitution de la Société Publique Locale (SPL) TaM en lieu et place de la SAS TaM Voirie, en qualité de délégataire, au titre de la convention DSP, à l'issue de la réalisation effective de la transmission universelle de patrimoine.

Ce contrat de Délégation de Service Public, dont le titulaire est la SPL TaM, s'achève au 31 décembre 2024.

Le rapport annexé à la présente délibération présente la situation actuelle du service, les différents modes de gestion envisageables avec une analyse comparative et circonstanciée. Ce rapport présente ensuite les principales caractéristiques du futur contrat d'exploitation du stationnement payant sur voirie.

## **I. Etat des lieux et modalités de gestion actuelles**

### **1. Présentation du service et de la gestion actuelle**

Le délégataire assure l'exploitation et la gestion du stationnement payant sur voirie : contrôle du respect de la réglementation, gestion des Forfaits Post Stationnement, gestion des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO), la gestion de la relation usagers, commercialisation des forfaits, perception des redevances de stationnement ainsi que l'entretien et la gestion du parc des horodateurs.

#### **Les effectifs en 2022**

La moyenne des effectifs dédiés à la DSP Stationnement est la suivante :

- 13 agents sont affectés au contrôle ;
- 1 agent est affecté à la planification et à la coordination ;
- 2 agents traitent les Recours Administratifs Préalables Obligatoires ;
- 5 agents sont dédiés à la maintenance et à la collecte ;
- 1 agent est recensé pour le management des équipes.

#### **Les moyens**

Les usagers sont reçus dans les espaces mobilités de la TaM. Certaines prestations peuvent s'effectuer de manière dématérialisée.

Au 31 décembre 2022, le parc est constitué de 698 horodateurs :

- 639 horodateurs en service sur le domaine public ;
- 10 horodateurs vandalisés à remettre en état ;
- 22 horodateurs vandalisés non réparables ;
- 27 horodateurs stockés pour renforcer le maillage existant en cas de besoin.

Pour le contrôle du respect de la réglementation du stationnement payant, 5 véhicules Lecture automatisée de plaques d'immatriculation (LAPI) ont été acquis et mis en service de 2021 à 2023. Ces véhicules permettent également d'alimenter l'observatoire et le système de guidage prédictif (taux d'occupation des places, taux de paiement, etc...).

Depuis le mois d'avril 2021, la Ville de Montpellier a validé l'utilisation du contrôle du stationnement payant selon les modalités suivantes :

- Les circuits de contrôle sont effectués au moyen des véhicules LAPI ;
- Les données concernant les véhicules en infraction sont transmises par le LAPI au centre de contrôle situé dans les locaux du délégataire ;
- Les agents assermentés du délégataire analysent les données et constatent les infractions ou annulent le signalement le cas échéant ;
- Les infractions constatées par les agents sont transmises à l'ANTAI qui prend en charge la notification de l'avis de paiement aux usagers ;

Des agents assermentés assurent le contrôle des véhicules déclarés en « *stationnement gratuit* » des personnes bénéficiant de la carte de stationnement Carte Mobilité Inclusion (CMI) ou Personnes à Mobilité Réduite (PMR).

## 2. Les principaux résultats

### La fréquentation

En 2022, le nombre de visiteurs horaires affiche une augmentation de 21%, par rapport à 2018. Ces derniers utilisent en grande partie les horodateurs.

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Transactions horaires</b>	<b>1 966 452</b>	<b>2 174 422</b>	<b>1 827 567</b>	<b>2 221 668</b>	<b>2 389 069</b>
N/2018		207 970	-138 885	255 216	422 617
		11%	-7%	13%	21%

Les abonnés (nombre de ventes) ont basculé majoritairement vers la dématérialisation.

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Transactions abonnés</b>	<b>50 430</b>	<b>39 995</b>	<b>36 119</b>	<b>41 995</b>	<b>44 198</b>
N/N-1		-10 435	-3 876	5 876	2 203
		-21%	-10%	16%	5%

### Contrôle du Stationnement

Le nombre de véhicules contrôlés s'élève en 2022 à 1 863 490 véhicules et 16% des véhicules contrôlés n'ont pas payés leur redevance de stationnement.

En 2022, 296 793 FPS ont été émis selon la répartition suivante : 35 % en zone jaune ; 48 % en zone orange ; 17 % en zone verte.

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2022, le FPS relève, dès son émission, du tarif nominal (zone rouge : 35 euros ; zone jaune : 40 euros ; zone orange : 35 euros ; zone verte : 30 euros). L'ANTAI adresse l'avis de paiement par courrier au domicile de l'utilisateur, qui a la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis avant majoration.

## 3. Le coût du service

Conformément aux principes de la délégation de service public, le délégataire TaM exploite ce service public à ses risques et périls. Les produits d'exploitation du délégataire se composent principalement des recettes horaires et des recettes abonnés.

La Ville définit la politique tarifaire, ainsi que les zones où la régulation du stationnement payant sur voirie s'avère nécessaire. La fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité délégante (article L.1411-2 du CGCT).

#### **4. Les redevances perçues par la Ville**

En contrepartie de l'exploitation du stationnement payant sur Voirie, la Ville perçoit une redevance d'exploitation annuelle composée d'une partie fixe et d'une partie variable.

Une redevance de surperformance économique est prévue contractuellement, ainsi qu'une redevance annuelle de contrôle.

### **II. Présentation des différents modes de gestion**

Deux modes d'organisation s'offrent classiquement à une collectivité publique pour gérer un service public :

#### **1. Le principe général de la gestion en régie**

**La « gestion publique »** c'est-à-dire par la collectivité directement (régie dotée de la seule autonomie financière) ou encore au travers d'un établissement public (régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière – établissement public) ; on peut rattacher à cette gestion publique, un (ou plusieurs) marché(s) public(s) pour réaliser tout ou partie des missions (surveillance, entretien, travaux...).

#### **2. La gestion déléguée**

**La « gestion déléguée »**, où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une concession de service public ou délégation de service public pour les collectivités territoriales (L. 1411-1 CGCT et L. 1121-3 Code de la commande publique – CCP).

Dans le cadre d'une délégation de service public, la rémunération du délégataire est établie en tenant compte uniquement des charges afférentes à l'exploitation du service public délégué (en ce compris les charges liées aux investissements s'ils existent). Le délégataire ne conserve pas la totalité des sommes perçues sur les usagers du service et verse en principe à la collectivité une redevance qui correspond au droit d'utiliser les ouvrages réalisés et financés par la collectivité et/ou au droit lié à l'exploitation, pendant une période donnée, du service public délégué.

Il est possible de contractualiser avec un tiers sans mise en concurrence dans le cas particulier des SPL.

La Ville de Montpellier est actionnaire de la SPL TaM qui a pour objet social la mise en œuvre des politiques de mobilité au sens large notamment le stationnement payant sur voirie.

### **III. le choix du mode de gestion pour l'exploitation du stationnement payant sur voirie**

Il s'agit de procéder à l'analyse comparative des trois scénarios suivants :

- Scénario A : Gestion publique en régie ;
- Scénario B (a) : DSP avec mise en concurrence ;
- Scénario B (b) : DSP confiée à la SPL TaM sans mise en concurrence.

Chacun des 3 scénarios a fait l'objet d'une analyse basée sur les 6 critères suivants :

- Adaptabilité du service ;
- Risques – Exploitation du service ;
- Investissements et leur financement ;
- Budget, coûts de fonctionnement du service ;

- Relation avec les usagers ;
- Contrôle du service et transparence.

Critères	Scénario A : régie	Scénario B (a) : DSP mise en concurrence	Scénario B (b) : DSP confiée SPL
Adaptabilité du Service	Risque de dysfonctionnement	Capacité d'adaptation du délégataire	Capacité d'adaptation du délégataire
Exploitation du service	Risque d'exploitation porté par la Ville	Risque d'exploitation porté par le délégataire	Risque d'exploitation porté par le délégataire
Investissements et financements	Budget d'investissement porté par la Ville	Possibilité de faire porter l'investissement au délégataire	Possibilité de faire porter l'investissement au délégataire
Budget de Fonctionnement	Budget de fonctionnement porté par la Ville	Budget de fonctionnement porté par le délégataire	Budget de fonctionnement porté par le délégataire
Coût du service	La rentabilité attendue est plus faible, à nuancer par les coûts d'exploitation potentiellement plus élevés	La rentabilité attendue du projet est plus forte, compte tenu de l'actionnariat privé	La rentabilité attendue est plus faible.
Relation avec les usagers	Lien direct avec les usagers	Encadrement de la relation avec les usagers dans le contrat de DSP	Encadrement de la relation avec les usagers dans le contrat de DSP
	Besoin de moyens humains pour cette activité	Contrôle à effectuer	Agence de Mobilité bien identifiée sur le territoire
Contrôle du service - transparence	Accès direct aux informations	Transmission des données à prévoir dans le contrat pour effectuer le contrôle	Réalisation Contrôle Analogue

En synthèse, il est proposé de retenir le scénario B (b) d'une délégation de service public confié à une SPL. Le recours à la SPL permet à la collectivité de bénéficier des avantages d'une externalisation à une structure de droit privé, tout en gardant la maîtrise du service public. La SPL TaM titulaire du contrat actuel relatif à la gestion et l'exploitation du stationnement payant sur voirie, sera d'autant plus en mesure d'apporter à la collectivité son expertise pour développer ce service, dans le cadre d'une politique globale de mobilité.

#### IV. Caractéristiques du futur contrat

##### 1. Objet du contrat

Le délégataire devra assurer l'exploitation et la gestion du service public de stationnement payant sur voirie, situé sur le territoire de la Ville de Montpellier.

##### 2. Durée du contrat

La durée du contrat sera de 7 ans et prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Cette durée est justifiée par le montant des investissements à amortir pour l'exploitation du service.

##### 3. Nature des principales Missions confiées au délégataire et obligations du service public

###### Missions

Le Délégataire devra assurer la gestion et l'exploitation du stationnement payant sur voirie :

- L'entretien, la maintenance et la collecte des horodateurs ;

- La perception du paiement des redevances de stationnement ;
- L'entretien de la signalisation horizontale et verticale ;
- L'établissement et la gestion des FPS ;
- Le remboursement des usagers dans les cas déterminés par la Ville (déménagement d'un abonné-résident, perte et dysfonctionnement des cartes de stationnement) ;
- La gestion des recours administratifs préalables obligatoires (RAPO) et l'établissement du rapport annuel afférent exigé par les textes ;
- La préparation d'un projet de défense en cas de recours contentieux d'un usager à l'encontre d'un FPS devant la Commission du contentieux du stationnement payant pour transmission à la Ville ;
- La gestion d'une agence commerciale ;
- Les missions de surveillance aux moyens de véhicules LAPI et d'agents sur le terrain ;
- Les missions commerciales et de communication ;
- Les missions d'études et d'audit du service (gestion d'un observatoire du stationnement).

### **Obligations de service public**

Le délégataire doit s'engager à assurer sur le territoire de la Ville de Montpellier la mise en place, l'entretien et la maintenance des équipements nécessaires à l'exploitation du service public (horodateurs, signalisation, véhicules LAPI...). Il sera également tenu d'assurer le contrôle du stationnement payant sur voirie, ainsi que l'établissement des FPS lorsque l'absence de paiement sera constatée.

Dans le cadre des recours des usagers, il étudiera les RAPO. Il participera à leur instruction devant la CCSP, en rédigeant un projet de mémoire de défense pour transmission à la Ville.

Il devra mettre en place une agence commerciale, chargée de la relation usagers, avec une large amplitude horaire. Le délégataire devra effectuer les missions commerciales et opérations de communication nécessaires au bon fonctionnement du service.

### **Investissements**

Au 31 décembre 2024, le montant de la valeur nette comptable des horodateurs et pièces de la délégation précédente est estimé à 4 Millions d'euros. Cette valeur sera à reprendre par le nouveau délégataire et à amortir sur la durée restante d'exploitation. En complément, d'autres investissements pourront être nécessaires, notamment des nouveaux horodateurs, équipements et matériels associés.

### **Entretien, renouvellement et Gros Entretien et Renouvellement (GER)**

Le délégataire sera responsable de l'entretien courant, du nettoyage et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

Le délégataire devra constituer, en sa comptabilité, un compte destiné aux travaux de gros entretien et renouvellement, communément appelé compte « *GER* ». Ledit compte sera alimenté notamment par les dotations effectuées par le délégataire au titre des provisions pour risques contractuels et débité des dépenses de gros entretien et renouvellement dont il a la charge. Le montant du compte « *GER* » sera négocié et fixé contractuellement.

Au terme du contrat et qu'elle en soit la cause, le solde créditeur du compte GER sera restitué à la Ville dans le mois suivant la date du terme du contrat. Au contraire, dans l'hypothèse d'un solde débiteur, celui-ci demeurera à la charge du délégataire.

#### **4. Conditions financières**

Le délégataire percevra directement auprès des usagers, les recettes horaires, ainsi que les abonnements, dans le respect des tarifs fixés par délibération du Conseil municipal.

Les Forfaits de Post-Stationnement sont collectés par l'ANTAI et versés à la Ville, dans le cadre d'une convention cycle complet. En vertu de l'article L.2333-87 du CGCT, la Ville reverse à la Métropole, l'intégralité des recettes des Forfaits Post Stationnement, déduction des frais de gestion. Le reversement du produit des FPS à la Métropole est affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et de la circulation.

Le contrat prévoira une redevance d'exploitation partie fixe et une redevance de contrôle au bénéfice de la Ville. En complément, des modalités d'intéressement seront étudiés au profit de la Ville (redevance d'exploitation partie variable et redevance de surperformance) et seront fixées contractuellement à l'issue des négociations.

#### **5. Rôle de la Ville en tant qu'autorité organisatrice**

La Ville dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué. Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

La Ville procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure. Ces éléments seront détaillés dans le contrat de délégation de service public.

#### **6. Conditions principales d'exécution du service**

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

Pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service objet du contrat. Il est également seul responsable à l'égard des tiers des dommages causés par le fonctionnement du service public et par les ouvrages mis à disposition.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra et l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service. La Ville remettra un ensemble de biens meubles et immeubles affectés au délégataire selon un inventaire mis à jour.

#### **7. Sort des biens**

Des clauses spécifiques sur le sort des biens seront rédigées. Cela permettra de bien poser la distinction entre les biens de retour et les biens de reprise.

#### **8. Principales modalités de consultation**

Les conditions de la quasi-régie définies à l'article L. 3211-3 du CCP étant remplies, le choix d'une gestion déléguée du service public confiée à la SPL TaM sans mise en concurrence est proposé. Le projet de contrat fera l'objet de négociation avec le futur délégataire, le Conseil municipal se prononcera sur le contrat de délégation.

L'article L. 1411-19 du CGCT prévoit que les assemblées délibérantes se prononcent sur le principe de toute Délégation de Service Public à une société publique locale au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des missions dont il est question, après avoir recueilli l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux prévu à l'article L. 1413-1 du CGCT.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux, lors de sa séance du 30 novembre 2023, a rendu un avis favorable pour le lancement d'une procédure d'attribution d'un contrat de délégation de service public relatif à la gestion et l'exploitation du stationnement payant sur voirie.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le principe d'une délégation de service publique à la Société Publique Locale TaM pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant sur voirie ;
- D'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le maire ou son représentant, d'en négocier les conditions précises ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Sébastien COTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO.

**Fait à Montpellier, le 22 décembre 2023**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 23 décembre 2023**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport Choix du mode de gestion STATIONNEMENT.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20231211-253320-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/23  
Réception en Préfecture : 22/12/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.